



Le GAMP
Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places
pour personnes handicapées de grande dépendance

Communiqué de presse

Au sujet de l'accord du Gouvernement COCOF 2009-2014

C'est avec satisfaction que nous avons pris connaissance de l'accord de majorité 2009-2014 de la COCOF, dans lequel nous apprécions la place importante consacrée aux politiques du handicap, et plus particulièrement au handicap de grande dépendance. Nous constatons des avancées fondamentales qui résultent en bonne partie du combat mené depuis quatre ans par notre mouvement de pression citoyen. Ces avancées concernent non seulement la prise en charge de la grande dépendance mais aussi un nouveau regard sur la personne en situation de handicap.

Les thèmes défendus par le GAMP (cfr : « Socle de revendications du GAMP ») **sont en effet présents dans cet accord** et font état du large consensus obtenu auprès de toutes les formations politiques francophones. Les engagements pris avant les élections régionales par les représentants des quatre partis (cfr : « [Communiqué du GAMP du 23 juin 2009](#) » disponible sur www.gamp.be) ont été confirmés, du moins sur papier.

Tout d'abord, nous relevons que **l'accord de Gouvernement COCOF donne clairement la priorité à la création de places d'accueil pour les personnes handicapées de grande dépendance**. Si l'ouverture des 113 places déjà prévues rassure les promoteurs de projet concernés, cette programmation ne dédouanera pas la majorité d'envisager de nouvelles initiatives et de prévoir l'avenir, car il faudra créer bien plus de services pour répondre aux attentes des familles.

Mais **l'accord marque aussi une nette évolution en matière de regard porté sur le handicap**. On passe d'un discours d'assistance bienveillante à un discours basé sur les droits inaliénables de la personne en situation de handicap. Les droits à l'aide et aux supports spécifiques mais aussi généralistes, à l'éducation et à l'intégration en milieu ordinaire, au logement, au transport, à l'accessibilité, à la participation sociale sous toutes ses formes, concernent désormais toutes les compétences. Le handicap n'est plus uniquement l'affaire d'un seul ministère spécifique, tout le monde est concerné, et la personne et ses besoins sont au cœur des politiques.

Surtout, l'idée de l'« **inclusion** » de la personne en situation de handicap dans la société, comme un citoyen à part entière, découle de cette nouvelle vision et du respect des droits fondamentaux de l'être humain. Le futur « décret inclusion » envisagé par la majorité témoigne d'une volonté d'innovation qui représentera un moment fort de cette nouvelle législature.

Il n'en reste pas moins qu'il faudra aux partenaires beaucoup de volonté politique, d'énergie, d'imagination et de ténacité pour réaliser cet accord et tenir dans la durée, car l'expérience nous prouve que le contenu des déclarations est parfois bien difficile à concrétiser. Le GAMP restera donc vigilant.

Pour le GAMP
Cinzia Agoni - info@gamp.be